



Depuis novembre 2006, la société palestinienne a été poussée au bord de la guerre civile en raison de pressions intenses de la communauté internationale et d'Israël. Ces pressions, tant économiques que politiques, ont réussi à diviser la société palestinienne, causant des confrontations civiles sanglantes et créant maintenant deux gouvernements, mais pas d'Etat. Le soutien aux factions politiques, au sein de la société palestinienne, ne se divise pas selon les régions...

Le 17 juin, un nouveau gouvernement a prêté serment au Président palestinien Mahmoud Abbas. Alors que ce gouvernement, maintenant dirigé par le Ministre des Finances Salam Fayyad, a été nommé sans le soutien ni même l'avis du Conseil Législatif Palestinien démocratiquement élu, il bénéficie déjà du soutien total d'Israël, des USA et de l'Union Européenne. Toutes ces entités prévoient maintenant de mettre fin à leur boycott, imposé au peuple palestinien après la victoire de Hamas lors des élections démocratiques nationales de janvier 2006.

La nomination d'un gouvernement palestinien de fait est la conséquence directe des politiques adoptées par les USA et Israël envers les Palestiniens à la suite des élections nationales et démocratiques palestiniennes de janvier 2006. Les USA et l'UE ont fait la preuve de leur cynisme quand ils ont rejeté le résultat des élections, mis l'embargo sur toutes les aides à l'Autorité Palestinienne (AP) et isolé l'AP dans la communauté internationale. De plus, les alliés de Washington au sein du Fatah savaient que les USA soutiendraient un renversement des résultats électoraux par la violence.

Le gouvernement de facto d'Abbas

Écrit par Sergio Yahni et Nasser Ibrahim

Jeudi, 21 Juin 2007 12:14 - Mis à jour Lundi, 25 Juin 2007 21:21

Les USA et l'UE ont perdu toute crédibilité et tout crédit moral quand, en suivant la politique israélienne, ils ont continuellement incité au renversement violent de ce gouvernement démocratiquement élu. Leur soutien au gouvernement Fayyad est actuellement conditionné à l'empressement de ce gouvernement non élu à adopter des mesures répressives contre toutes les formes d'opposition palestinienne, aussi bien à l'occupation israélienne qu'à la nomination d'un gouvernement qui contredit directement les résultats des élections démocratiques.

Effectivement, depuis novembre 2006, les forces palestiniennes entraînées et financées par les États-Unis dans la bande de Gaza ont tenté un renversement militaire du gouvernement démocratiquement élu, ce qui a conduit la société palestinienne à la guerre civile. Cependant, leur dernière tentative a été un échec et a conduit à l'effondrement total des politiques préconisées par Israël et les USA.

Le gouvernement de Salam Fayyad en Cisjordanie a été appointé en conséquence de l'effondrement de la politique militaire du Fatah dans la bande de Gaza. Ce gouvernement sera incapable de résoudre le conflit interpalestinien, ni de mettre fin à l'occupation israélienne, le vrai et le premier problème auquel la société palestinienne fait face.

Le soutien aux factions politiques, au sein de la société palestinienne, ne se divise pas selon les régions. Le Fatah a un soutien populaire appréciable dans la bande de Gaza, et Hamas garde le soutien de la majorité des Palestiniens de Cisjordanie. Aussi, les efforts du Fatah et de Hamas pour avoir le plein contrôle de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, respectivement, conduiront à plus de violence et de sang versé.

De plus, malgré le soutien international qui lui est garanti, le gouvernement de Salam Fayyad sera incapable de résoudre la question de l'occupation israélienne et de son oppression quotidienne. Le gouvernement Fayyad sera incapable d'abattre le Mur, de rompre le siège israélien sur les centres urbains palestiniens, d'arrêter la construction de colonies et de stopper les assassinats de leaders Palestiniens populaires. Aucun de ces problèmes ne sera non plus résolu par le gouvernement Hamas à Gaza, malgré sa légitimité démocratique.

*Article publié sur le site de l'Alternative Information Center (AIC), Jerusalem.

**Traduction JPB

La position du FPLP et du FDLP

Le FPLP (Front populaire de libération de la Palestine) et le FDLP (Front Démocratique de Libération de la Palestine) ont organisé une manifestation massive dénonçant les événements tragiques qui se déroulent dans les gouvernorats de la bande de Gaza et refusant les combats et l'ensemble des violences entre le Fatah et le Hamas. De nombreuses personnalités nationales, les institutions de la société civile et des centaines de citoyens participèrent à la manifestation à la tête de laquelle marchèrent les cadres, les partisans et les membres des deux fronts.

Les manifestants ont scandé des slogans appelant à l'unité nationale et dénonçant tout type de divisions ainsi que le recours aux armes au sein de la Palestine, et ce au moment où l'ennemi sioniste élève sa cruelle offensive sur le peuple palestinien.

Les participants ont exigé des deux parties combattantes l'arrêt de cet effondrement des valeurs et des principes et de l'escalade dangereuse qui menace la situation palestinienne d'une dérive dans la guerre civile, ravageant l'ensemble des palestiniens, ouvrant ainsi de nouveaux chapitres tragiques dans la souffrance de notre peuple qui subi l'embargo, les agressions israéliennes et les violents combats inter palestiniens.

La foule a réitéré son appel aux directions du Hamas et du Fatah, aux institutions de la présidence et du gouvernement afin qu'ils déclarent une position claire et définitive envers les crimes perpétrés dans les rues. Les participants exigent de leur part un cessez le feu immédiat, le retrait des combattants armés des rues et le commencement immédiat d'un dialogue national total, auquel participent l'ensemble des forces et des parties/sections palestiniennes, les institutions de la société civile afin de fixer le principe d'unité nationale sur la base d'une véritable participation dans les décisions palestiniennes. Cela servira l'ensemble de notre peuple et garantira la non poursuite de ces affrontements.

Le membre du comité central du FPLP, le camarade Jamil Mazhar a affirmé que la cause principale de ces combats est l'accord de la Mekke, qui a consolidé le dualisme et le partage des intérêts et des influences sur le pouvoir.

Il a également déclaré que dès que la situation se calme et qu'une des deux parties n'est pas

Le gouvernement de facto d'Abbas

Écrit par Sergio Yahni et Nasser Ibrahim

Jeudi, 21 Juin 2007 12:14 - Mis à jour Lundi, 25 Juin 2007 21:21

satisfaite de son sort, les combats reprennent dans le but d'améliorer les conditions et l'opération du partage, amenant ainsi à une augmentation des combats dans le futur.

Mazhar a insisté sur la nécessité d'un dialogue national total et d'une reconsidération des institutions de sécurité sur des bases égalitaires et professionnelles. Celle-ci doit se faire loin de la classe politique des hommes d'influence et des responsables de l'appareil de sécurité, étant considéré que la mission principale de cet appareil doit être le maintien de la sécurité de la nation et des citoyens et la confrontation avec l'ennemi israélien.

*Traduit par Oum Madj et Abu Saïd

**Sources : agence palestinienne d'information Maannews.